

8.3. Produire sur place en Russie – la clé de la réussite

En trois ans, la Russie est passée du 15ème au 22ème rang des pays importateurs de produits belges. Une chute spectaculaire ! La cause principale de cette régression: la dépréciation du rouble, conséquence de la crise économique provoquée par la chute des prix des hydrocarbures et des autres matières premières.

Les sanctions économiques décidées par l'Union européenne - récemment confirmées - à la suite de l'annexion de la Crimée et l'embargo décrété en rétorsion par les autorités russes sur les produits agricoles européens ne sont pas non plus étrangers à ce bilan peu enviable.

AUGMENTER LA VALEUR AJOUTÉE EN RUSSIE

Dans le secteur agricole, les autorités russes ont répondu aux sanctions des Occidentaux par un embargo total sur leur produit, doublé d'une aide financière importante aux agriculteurs. Conséquence positive : l'agriculture est le seul secteur de l'économie russe à être en croissance en dépit de la crise économique.

« Dans le secteur industriel, par contre, la situation n'est guère aussi favorable, loin s'en faut », explique Dominique Tourneur, directrice à l'AWEX pour l'Europe centrale et de l'Est et l'Asie centrale, « en raison d'un appareil de production vieillissant; voire même obsolète, et par manque d'investissements. Soucieux de relancer et de moderniser son industrie, le gouvernement russe a pris deux types de mesures: L'encouragement à l'innovation technologique, dont la création de Skolkovo, la Silicon Valley russe aux portes de Moscou, est le projet-phare.

Depuis 2014, une politique dite de substitution des importations a été mise en place, qui vise à augmenter de manière substantielle la valeur ajoutée russe des produits étrangers commercialisés dans le pays». Pour atteindre cet objectif, et bien que la Russie soit membre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) depuis 2014, le gouvernement a pris des mesures « protectrices » en matière de marchés publics. Dans les secteurs industriels les plus importants - dix-huit au total -, la priorité est donnée aux produits « made in Russia » et une pénalité de 15 % est imposée aux produits importés directement de l'étranger.

Concrètement; les produits classés en « production domestique » sont avantagés. Cela signifie que la marchandise doit être « produite, transformée ou traitée substantiellement ou techniquement en Russie ».

L'alcool et le tabac ne figurent pas sur la liste. Pas question qu'un grand bordeaux soit produit sur les pentes, fussent-elles ensoleillées, du Caucase... Pour obtenir le label nécessaire, les produits doivent recevoir l'agrément de la Chambre de commerce et d'industrie russe et du Ministère de l'industrie et du commerce. Il est bon de préciser que la Russie n'a pas adhéré au volet de l'accord de l'OMC sur les marchés publics...

INCITANTS À L'IMPLANTATION DANS LE PAYS

« Inévitablement », poursuit Dominique Tourneur, « la part de marché des produits fabriqués à l'étranger va diminuer car même si ces mesures ne concernent pas les relations commerciales dans le secteur privé on sait que le secteur public est encore très dominant en Russie. C'est un héritage du régime soviétique. » Comme dans la construction automobile, où des facilités sont accordées pour l'importation de pièces détachées et de composants divers.

Le gouvernement russe accompagne sa politique de substitution des importations d'incitants fiscaux et de règles juridiques stables afin d'encourager les entreprises étrangères à investir sur place.

Cela suppose pour les entreprises occidentales désireuses de commercer avec la Russie une modification radicale de leur stratégie commerciale et industrielle. Ceci dit, cette nouvelle orientation de la politique économique de la Russie peut être une opportunité pour les investisseurs et candidats à l'exportation. Il s'agit d'un marché de 144 millions d'habitants, dont 74 % vivent dans les villes.

Autre héritage du régime soviétique, la formation y est d'excellente qualité avec 950 universités et 1.200.000 diplômés de l'enseignement supérieur chaque année, dont 30 % dans le domaine des sciences et des technologies. Malgré cela la main d'œuvre reste bon marché, avec un revenu mensuel moyen variant entre 440 et 490 euros. La Russie est aussi une base idéale pour le commerce avec les anciennes républiques de l'Union Soviétique.

Un chiffre traduit la satisfaction des investisseurs: 30 % des entreprises étrangères présentes en Russie ont réalisé de nouveaux investissements en 2016. A méditer... (Alain Braibant)

«LES AUTORITÉS VEULENT FAVORISER LA PRODUCTION LOCALE»

La société Dualest est en contact d'affaires avec la Russie depuis un quart de siècle.

Elle possède une représentation commerciale dans la capitale russe pour la décoration et la distribution de parfums d'intérieur Avec 25 personnes employées à Moscou et 3 à Lyon, elle s'est en outre spécialisée dans les conseils à l'exportation vers la Russie, les pays de la CEI et la Chine. Pour Amaury Vildrac, directeur associé, les mesures prises par la Russie sont tout sauf une surprise:

« Ce n'est que la concrétisation de la volonté maintes fois exprimée de Vladimir Poutine de renforcer la production russe. Comme c'est déjà le cas depuis plusieurs années dans le secteur automobile avec, notamment, l'implantation de Peugeot et de Renault, la Russie souhaite développer le plus largement possible la production locale. Cette politique de substitution va surtout impacter les nouvelles technologies et le secteur de la santé, je pense à l'outillage médical et au matériel radiographique. En contrepartie, les autorités ont pris des mesures pour faciliter les investissements étrangers : mise à disposition de terrains industriels viabilisés, financements facilités dans les banques russes, démarches administratives simplifiées et, évidemment, accès garanti aux marchés publics. La politique russe s'inscrit dans un courant protectionniste très en vogue. C'est aussi la politique prônée aux Etats-Unis par Donald Trump. Entre les grandes puissances, les guerres sont plus économiques que militaires, dès lors disposer d'un appareil de production solide est indispensable. » (A.B.)

NMC: PRÉSENCE RENFORCÉE EN RUSSIE

La société d'Eynatten, dans l'Est de la province de Liège, un des leaders mondiaux des produits en mousse synthétique, a acquis en 2016 la majorité des parts de la holding russe Foaminvest, qui chapeaute deux entreprises, à Tver et Krasnodar. Ces sociétés approvisionnent le marché russe en produits d'isolation et d'emballage en polyéthylène sous le nom d'Isocom. Elles occupent plus de 200 personnes pour un chiffre d'affaires de 6 millions d'euros en 2015.

La société NMC, spécialiste en extrusion de mousses thermoplastiques, est présente dans toute l'Europe et compte 1220 collaborateurs. Elle a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros. Ses produits sont utilisés notamment dans l'isolation thermique, l'emballage, l'aménagement intérieur des bâtiments ainsi que dans le domaine du sport et des loisirs. NMC est un bel exemple d'implantation réussie en Russie. Depuis plus de vingt ans, la société possède une usine d'extrusion de moulures décoratives et de plinthes, à Shugarova, à 100 kilomètres au sud de Moscou, où elle occupe une centaine de personnes. Grâce à cette prise de participation dans Foaminvest, NMC va pouvoir élargir ses activités aux produits en mousse en polyéthylène et développer les deux sites de production de Tver et Krasnodar.

« Nous n'avons pas bénéficié d'aides publiques », explique Hubert Bosten, CEO du groupe, «mais la production en Russie nous permet, d'une part, de mieux nous adapter au marché local et, d'autre part, de résoudre les problèmes de logistique car si nos produits sont légers, ils sont volumineux et leur transport sur longue distance coûte très cher. Nous n'avons jamais regretté d'être implantés en Russie. La main d'œuvre est de qualité mais il faut évidemment surmonter le problème de la langue ». (A.B.)

Janvier- Février 2017 CLASSE EXPORT